

Les enjeux du développement agricole dans le Grand Nord du Cameroun

Bruno BARBIER*, Jacques WEBER**, Sandrine DURY***, Ousman HAMADOU****,
Christian SEIGNOBOS*****

*CIRAD, 73, rue Jean-François Breton, 34398 Montpellier, Cedex 5, France

**IFB, Muséum national d'histoire naturelle, 57 rue Cuvier, 75231 Paris cedex 05, France

***CIRAD, Avenue Agropolis, 34398 Montpellier Cedex 5, France

****Terdel, Garoua, Cameroun

*****IRD, Avenue Agropolis 34398 Montpellier, Cedex 5, France

Résumé — L'agriculture du Grand Nord du Cameroun n'est globalement pas très productive. Les rendements des principales cultures restent faibles et la grande majorité des producteurs vit en dessous des seuils de pauvreté. Par contre on ne peut pas dire que ces producteurs soient restés inactifs. Ils ont montré au contraire une très grande capacité d'innovation en mettant en valeur de nouvelles terres, en récupérant des terres devenues incultes, en utilisant des techniques plus intensives, en adoptant des nouvelles cultures, en mettant en place des arrangements institutionnels originaux, et en s'insérant dans l'économie régionale. Certaines de ces innovations ont été spontanées et parfois même combattues par l'encadrement "officiel". Avec la prochaine privatisation de la grande société cotonnière, les stratégies de développement vont certainement accroître l'intérêt des pouvoirs publics pour les filières alternatives. Les projets de développement doivent plus que jamais accompagner des dynamiques en cours plutôt que de tenter d'imposer des modes de fonctionnement mal adaptés au cadre institutionnel actuel. Il est probable que la poursuite du désengagement de l'état va renforcer les pouvoirs traditionnels surtout dans les zones rurales. En même temps la "société civile" émerge et se positionne comme un interlocuteur de poids entre l'administration et les chefs coutumiers. Le Grand Nord dispose des ressources humaines capables et dynamiques et d'un stock unique de ressources naturelles à mettre en valeur. Avec des investissements adaptés, il n'y a pas de raison que les producteurs du Grand Nord ne continuent pas à faire mentir les prévisions malthusiennes.

Abstract — **Stakes for agricultural development in Northern Cameroon.** Agriculture in Northern Cameroon is not very productive yet. Yields of the main crops remain low and the majority of farmers live below poverty line. However, one cannot say that producers were not pro-active. They have shown a great ability to adapt and innovate in a changing and unstable environment. They restored degraded land, and improved marginal land in adopting more intensive techniques and new crops, creating new, original institutions and integrating in the new regional economy. Some of these institutions were spontaneous and some were even discouraged by official extension services. With the coming privatization of the cotton parastatal, development strategists will have to change their discourse and take more interest in alternative activities. Development projects have to take better account of existing dynamics. Conventional project structure is not well adapted to the local institutional setting. It is very likely that the current decentralization process will reinforce traditional power. At the same time civil society is gaining ground finding a place for itself between the government and traditional power. Northern Cameroon is blessed with abundant and able human resources and a large untapped base of natural resources. With well-targeted investments it is possible that producers from northern Cameroon will prove Malthusian predictions wrong again.

Introduction

Il n'est pas original d'affirmer que les provinces du Nord-Cameroun sont dans une phase de transition. Toutefois la prochaine privatisation de la société cotonnière, la Sodécoton, va certainement modifier profondément la manière dont on envisage le développement rural dans le Grand Nord-Cameroun. Cette privatisation aura au moins l'avantage de permettre une meilleure appréhension des autres filières et d'autres stratégies du développement. En effet, le succès de la filière cotonnière a jusque-là quelque peu occulté d'autres « success stories » riches d'enseignement.

Dans ce document, nous dressons une esquisse de la situation socio-économique actuelle du Grand Nord. D'abord nous présentons rapidement l'évolution agricole dans les trois provinces du Grand Nord puis, nous discutons certains enjeux majeurs du développement agricole de la zone pour les décennies à venir. Le premier enjeu est la pression démographique. Nous argumentons que le discours malthusien répété à souhait par les instances du développement a engendré des schémas de développement dans l'urgence, inefficaces et peu « durables ». Nous suggérons ensuite que la diversification en cours ne signifie pas forcément une plus grande insécurité alimentaire. Nous discutons alors de l'enjeu de la privatisation de la filière cotonnière. Enfin, nous argumentons que la stratégie de développement du Grand Nord passe par son intégration avec les pays frontaliers.

Une grande diversité régionale

Le Grand Nord du Cameroun est divisé en trois provinces relativement différentes puisque schématiquement la province de l'Extrême-Nord est située sous climat sahélien, la province du Nord sous climat soudanien et la province de l'Adamaoua sous climat soudano-guinéen. Il en résulte des situations agricoles très contrastées. Par ailleurs, le Grand Nord comporte plusieurs massifs montagneux, fait relativement rare dans cette partie de l'Afrique, qui ont vu se développer des sociétés agraires particulièrement originales. Enfin, les trois provinces se distinguent par leur peuplement : très dense dans le Nord, il est très clairsemé dans le Sud. Il en résulte une dynamique population/migration/gestion des ressources naturelles contrastée.

L'Extrême-Nord, diversification de la production

La production vivrière de l'Extrême-Nord du Cameroun est beaucoup plus diversifiée qu'on ne le pense. Le sorgho domine encore, mais on trouve des quantités très significatives d'autres céréales, de légumineuses et même de tubercules. Parmi les productions maraîchères, l'oignon avec quelque 40 000 tonnes tient la première place et les perspectives du marché vers le Sud sont prometteuses (Essang et Moustier, 1994 ; Moustier, 1997). En dehors de la diversification des cultures, on observe une intensification des pêches avec plus de 2 000 tonnes sur le marché de Maroua.

La province Nord, coton et maïs

Constituée de la vallée de la Bénoué et entourée de massifs montagneux à l'ouest (monts Mandara) et au sud (Plateaux de l'Adamaoua) cette province est encore relativement peu peuplée. Les Zones d'intérêt cynégétiques (ZIC) (en fait zones de chasse « louées » par l'Etat à des privés) et les parcs nationaux occupent une grande partie de la surface de la province posant d'ailleurs des sérieux problèmes aux éleveurs transhumants.

La société cotonnière d'Etat (Sodécoton) augmente rapidement ses activités dans cette province. Grâce au climat et aux sols encore fertiles, les rendements du coton y sont nettement plus élevés que dans l'Extrême-Nord. La production de maïs remplace progressivement celles du sorgho et du mil en partie sous l'impulsion de la Sodécoton. Ce phénomène est général dans les savanes africaines. Il est quasiment achevé en Afrique de l'Est et bien entamé en Afrique de l'Ouest (Fusillier, 1995). Le maïs bénéficie de plusieurs avantages. Il se récolte plus vite et plus facilement, répond mieux aux engrais et à l'irrigation, connaît relativement peu de ravageurs, se transforme plus facilement et son goût est comparable à celui des sorghos et mils. En revanche, il se conserve moins bien, nécessite des meilleurs sols, et résiste moins

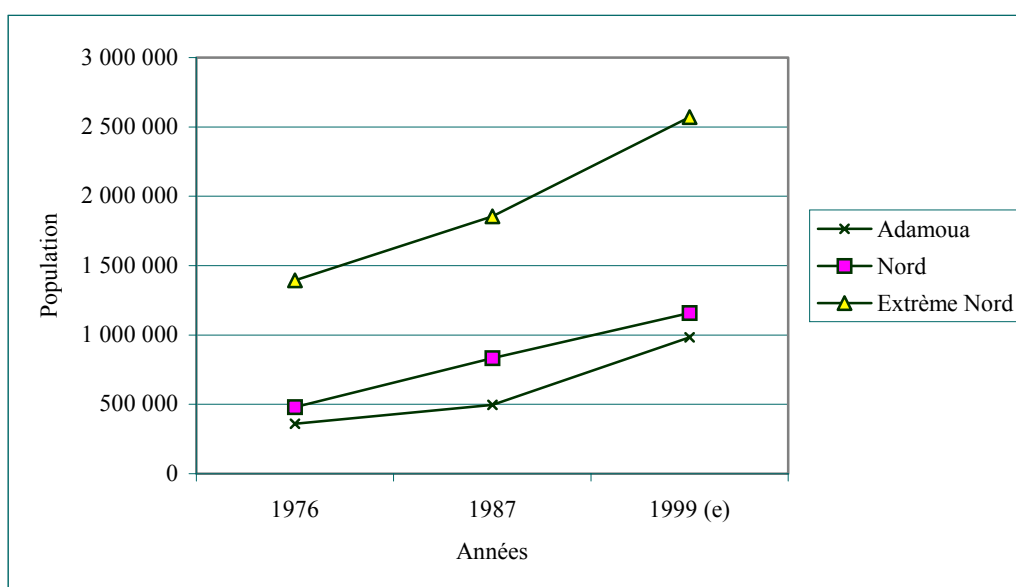
à la sécheresse. Sa moindre résistance à la sécheresse est inquiétante par rapport aux prévisions à moyen terme des modèles climatiques.

La province de l'Adamaoua, racines, tubercules et élevage

L'Adamaoua est formé de plateaux au climat soudano-guinéen. L'Adamaoua est encore peu peuplé pour des raisons historiques. Le panel des cultures de l'Adamaoua est typique des régions Soudano-guinéennes d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest. Prédominent les racines (manioc) et tubercules (ignames, patates douces et taro). On peut noter l'importance du maïs, la faiblesse du coton, du sorgho et du mil et on peut s'étonner de l'absence de riz. Il s'agit donc d'une agriculture très différente de l'agriculture des provinces du Grand Nord. Bien que disposant d'espace, les producteurs adoptent des cultures intensives en main-d'œuvre donc moins consommatrice d'espace que les systèmes céréaliers. Beaucoup considèrent que l'avantage comparatif de l'Adamaoua est l'élevage bovin à cause de la fraîcheur et des pâturages.

Une croissance démographique toujours soutenue

Dans les trois provinces, la croissance démographique est rapide. Le taux de croissance serait actuellement égal à 2,7 % ce qui ferait doubler la population tous les 27 ans. Même si la démographie varie selon les groupes ethniques, le taux de croissance resterait relativement plus élevé dans le Grand Nord que dans le Grand Sud du Cameroun. Néanmoins, si le taux de fécondité est plus fort dans le Nord, le taux de mortalité infantile est également plus élevé. L'effet du Sida sur la démographie dont le taux de prévalence avoisine 10 % est encore largement méconnu. Dans le Grand Nord plus qu'ailleurs le nombre d'enfants est considéré comme une source de revenu économique et correspond d'ailleurs à la demande exprimée des femmes (Direction des statistiques et de la comptabilité nationale du Cameroun, 1999). Même si, selon les démographes, la natalité devait progressivement baisser en relation avec l'urbanisation croissante des sociétés, cette croissance va rester rapide dans les deux prochaines décennies.



Source : Ministère de l'économie et des finances, 2000. Ce sont des estimations.

Figure 1. Croissance démographique dans les trois provinces du Grand Nord.

Les grands enjeux du développement agricole

Parmi les enjeux du développement agricole dans le Grand Nord nous en avons sélectionné quatre qui nous semblent particulièrement importants à savoir la pression humaine, la diversification et la sécurité alimentaire, la privatisation de la société cotonnière et l'intégration régionale.

Oublier le discours malthusien

Les diagnostics sur l'agriculture du Nord-Cameroun dressent généralement un tableau relativement pessimiste des évolutions en cours : sous la pression croissante des populations, les écosystèmes surpeuplés seraient en voie de dégradation rapide. Les producteurs, en général peu réceptifs aux thèmes techniques promus par la vulgarisation, pratiqueraient une agriculture minière, dégraderaient les sols et épuiserait les ressources en bois alors que leurs troupeaux dégraderaient les pâturages. Ces différents déséquilibres conduiraient à un déficit alimentaire chronique, à des conflits et à des émigrations massives.

Dans le Grand Nord comme dans le reste de l'Afrique la croissance démographique est le plus souvent présentée comme une menace. Les discours malthusiens engendrent la mise en place de projets « dans l'urgence » visant des résultats à court terme. Or, le développement, le rythme et le fonctionnement des projets de courte durée ne correspondent pas au rythme de développement et au fonctionnement des communautés rurales. Une grande partie des projets élaborés dans le Grand Nord Cameroun laissent peu de traces une fois le projet terminé.

Au contraire, le Grand Nord offre des exemples remarquables d'adaptations réussies sans l'intervention de projets ou de programmes d'encadrement. Au cours des siècles, les paysans des monts Mandara ont développé des systèmes de production très intensifs dans des écosystèmes relativement austères permettant des densités de plusieurs centaines d'habitants au kilomètre carré (Seignobos et Yiébi-Mandjek, 2000) (Hallaire, 1992) (Yana et al., 1993) (Gendreau et al., 1991). Les producteurs ont mis en valeur des sols considérés jusque-là comme inutilisables comme certains sols cuirassés, les sols hydromorphes des grandes plaines ou les bordures des grands cours d'eau. Dans les zones cotonnières les producteurs ont adopté des systèmes de production intensifs et complexes utilisant les sols de manière relativement durable (Mianze et al., 1997). De même, la production d'oignons irrigués atteint plusieurs dizaines de milliers de tonnes pratiquement sans encadrement (Essang et Moustier, 1994 ; Moustier 1997). En somme, la croissance démographique ne conduit pas fatalement à des crises malthusiennes. Les producteurs des savanes africaines montrent des grandes capacités d'adaptation et d'innovation.

La relation population - ressources peut se décrire géométriquement par une courbe en U (figure 2). L'abscisse de la courbe en U est la pression humaine ou la densité de population par unité de surface. Cette dernière peut être la surface totale, la surface cultivable ou la surface cultivée (Boissau *et al.*, 1999) et en ordonnée la quantité de biomasse existante ou produite (Sherr et Hazell, 1994) (Ruthenberg, 1980) (Boserup, 1965) (Tiffen *et al.*, 1994). La courbe représente dans sa phase descendante la dégradation de ressources sous la pression des défricheurs et dans sa phase ascendante la régénération des ressources par des populations plus nombreuses sédentaires forcées à prendre de soin et à valoriser leurs ressources pour produire plus. La courbe en U s'oppose à une description malthusienne des évolutions agraires selon laquelle la croissance démographique induit une dégradation des ressources naturelles qui, elle, induit des déficits alimentaires plus ou moins catastrophiques.

En Afrique, les densités de population étant généralement faibles les scientifiques observent rarement la phase montante de la courbe en U si ce n'est dans les zones de montagnes comme en Ethiopie, au Burundi, au Rwanda ou au Nord Cameroun. Les producteurs confrontés à la baisse de productivité de leurs ressources ont tendance à migrer vers des zones moins peuplées où il reste des ressources à exploiter. Au cas où l'émigration n'est pas une option, la croissance démographique induit une certaine intensification et une meilleure conservation des ressources devenues rares voir une restauration de celles-ci. Dans les zones de savane, le fond de la courbe en U est généralement atteint autour de 60 habitants au kilomètre carré. Peu de zones rurales dépassent cette densité, sauf dans les montagnes.

Le passage à l'intensification agricole, la phase montante de la courbe en U, n'induit pas automatiquement une meilleure productivité par travailleur. Pour obtenir ces gains il faut obtenir des économies d'échelle (Boserup 1965 ; Lele 1989). Par exemple une population dense permet de réaliser des grands travaux

(barrages, terrasses, routes) à moindre coût. Elle induit aussi une baisse des coûts des investissements publics (école, centre de santé). Elle induit encore une spécialisation des métiers qui favorise à son tour les gains de productivité. Les stratégies de développement doivent s'appuyer sur les tendances lourdes de la croissance démographique et sur la recherche d'économie d'échelles pour améliorer la productivité par actif.

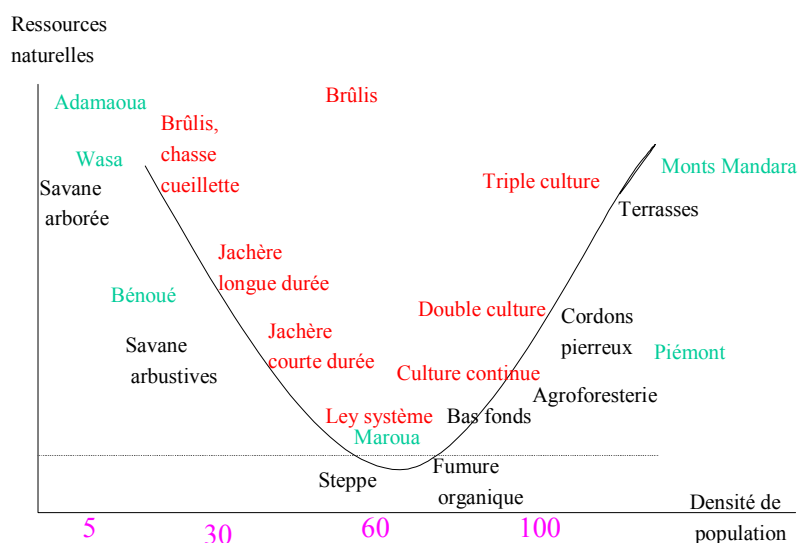
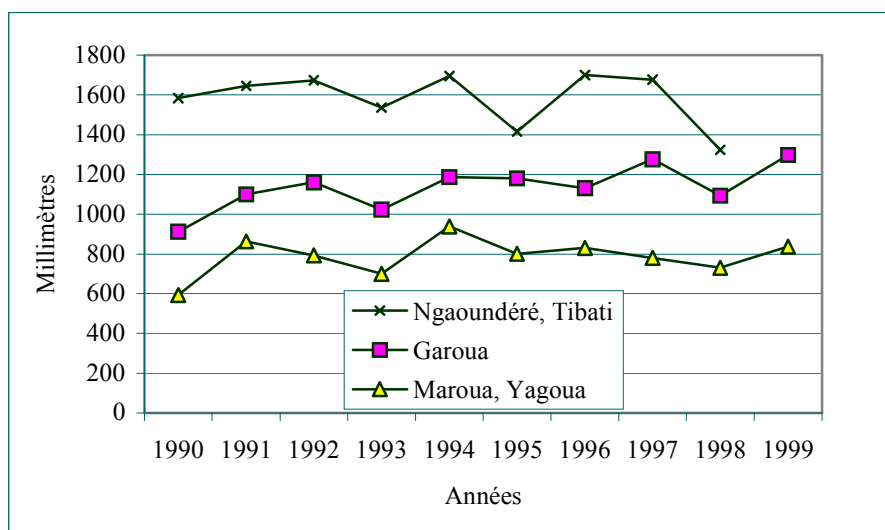


Figure 2. Pression démographique et ressources naturelles dans le Nord-Cameroun.

Diversification et sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire demeure une préoccupation importante dans le Grand Nord où les taux de malnutrition sont encore très élevés. On incrimine la variabilité du climat, la baisse de la fertilité des sols, l'excès de population par rapport aux ressources mais aussi les stratégies de développement orientées vers les cultures commerciales. Si la pluviosité des années 90 a été relativement plus abondante et stable que celle des deux décennies précédentes (figure 3), elle reste inférieure à celle des années soixante. Par ailleurs, les prévisions à moyen terme sont pessimistes. Selon les modèles climatiques simulant l'effet probable du réchauffement de la terre, le climat de l'Afrique subsaharienne devrait s'assécher mais aussi présenter des épisodes climatiques plus extrêmes ce qui bien sûr serait préjudiciable à la sécurité alimentaire.



Source : MINAGRI/DEPA/CES, AGRI-STAT. CAMEROUN 4.

Figure 3. Evolution de la pluviosité dans le Grand Nord de 1990 à 1999.

La pluviosité relativement régulière des années 90 n'a pas permis d'enrayer le déclin de la production de mils et de sorghos (tableau I).

Tableau I. Production en milliers de tonnes.

	1992/93	1993/94	1994/95	1995/96	1996/97	1997/98	1998/99	1999/00	2000/01*
Mil et Sorgho	409	281	325	350	366	371	381	277	284

Sources : MINAGRI/DEPA (Enquête agricole annuelle), DP/MINEFI et AGRI-STAT, * PREVISIONS in DSCN, Le Cameroun en Chiffres 2000, oct. 2001, p 15. (Ministère de l'agriculture du Cameroun,1999).

La province de l'Extrême-Nord est fréquemment considérée comme la plus déficitaire. Les projections démographiques pour l'année 1999 y prévoient 2,533 millions d'habitants. La FAO estime que pour couvrir les besoins nutritionnels minimums il faut 180 kilos de céréales par personne et par an soit un besoin total de 450 000 tonnes alors que la production de céréales atteignait 350 000 en 1997 tonnes ce qui indiquerait un déficit assez considérable. De plus ne sont pas comptés ici les pertes de récolte et les semences. Sachant que l'année 1997 a connu une bonne pluviométrie, on peut s'inquiéter de la situation de la province.

En fait, la situation est moins catastrophique qu'elle n'y paraît. En effet, le déficit est théoriquement couvert par les légumineuses : quelque 120 000 tonnes d'arachide et de niébé dont la richesse en calorie est comparable et la richesse en protéine nettement supérieure. Dans l'Extrême-Nord les producteurs ont tendance à substituer les légumineuses aux céréales car les populations urbaines tendent à diversifier leur consommation.

Dans tout le Grand Nord, et surtout dans l'Extrême-Nord, on observe une rapide diversification des productions. La production de contre saison, essentiellement sorgho de décrue, riz et maraîchage (Seignobos, 1990).

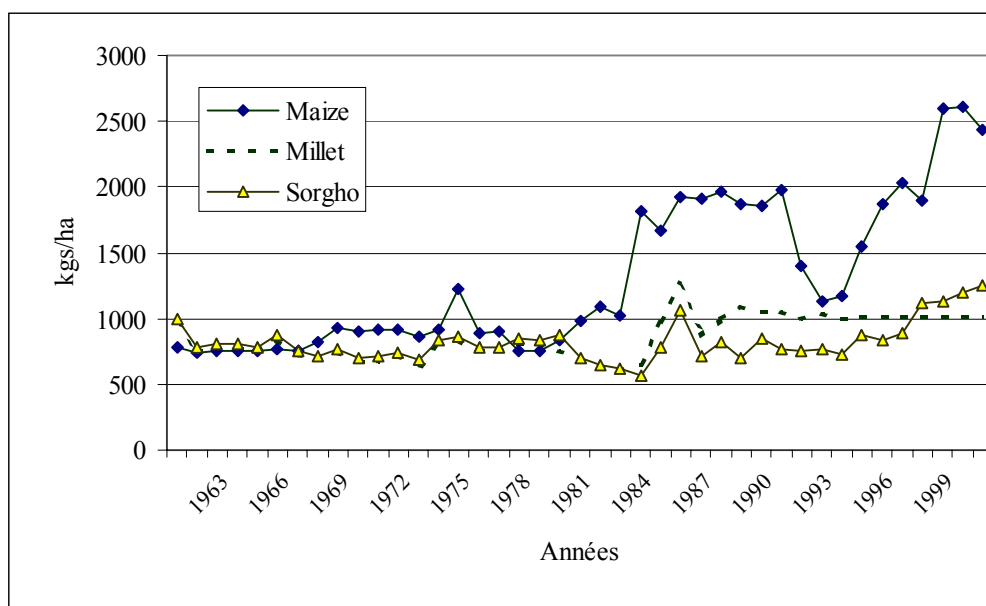
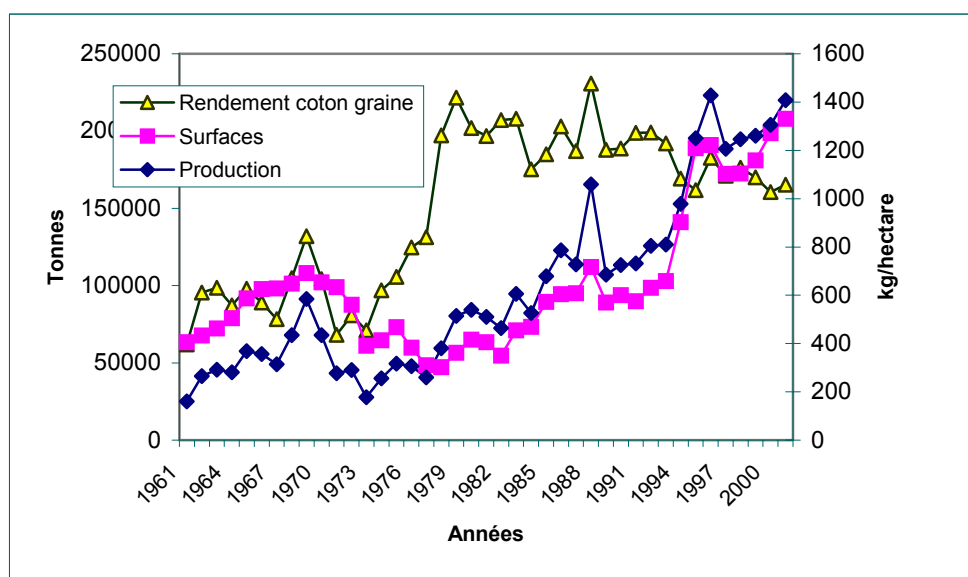


Figure 4. Evolution des rendements des céréales dans le Nord-Cameroun.

La privatisation de la filière cotonnière

La probable privatisation de la société cotonnière Sodécoton est un sujet d'inquiétude pour les populations du Grand Nord (Asfom et Gaudard, 1997). La vente de coton représente la principale source de revenu monétaire pour plus de 350 000 producteurs. Une bonne partie du dynamisme rural s'articule autour des groupements villageois cotonniers. La Sodécoton en tant que société de développement fournit aussi des services ruraux tels que le crédit, la vulgarisation ou la construction des voies d'accès. La société passait pour une des mieux gérées d'Afrique. Les 8 usines d'égrenage et les 2 huileries

représentent l'essentiel des structures industrielles du Grand Nord employant plusieurs milliers d'ouvriers. Par ailleurs, la production cotonnière continuait d'augmenter malgré la crise (figure 5). Avoisinant 200 000 tonnes, le Cameroun se plaçait dans les 5 premiers producteurs de coton graine en Afrique de l'Ouest francophone et selon les années, le coton représente autour de 5 % de la valeur des exportations du pays.



Source : FAOSTAT 2002.

Figure 5. Evolution de la production de coton graine au Cameroun.

Tableau II. prix du coton kg CAF en FF.

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Prix du coton	9	6,4	6,7	9,1	10,5	9,2	10	17,4	

Source : (BEAC 1998).

Sous la pression des institutions internationales, les gouvernements des pays d'Afrique francophone se désengagent progressivement de la gestion directe des sociétés cotonnières, les remettant au secteur privé ou aux organisations paysannes. Le principe de la privatisation de la Sodécoton a été accepté par l'Etat camerounais, mais ce processus, plus qu'ailleurs, est très lent dans la mesure où l'Etat réclame des garanties sérieuses auprès des éventuels repreneurs. Le processus de privatisation inquiète d'autant plus que le prix mondial de la fibre est aujourd'hui très bas et pourrait se maintenir bas pour plusieurs campagnes. La concurrence des fibres synthétiques et des subventions de certains grands pays producteurs dépriment les marchés. Si le marché mondial ne montre pas d'amélioration rapidement et de manière durable, les sociétés privées pourraient se désintéresser rapidement de la filière cotonnière africaine.

Toutefois, les pays de la zone franc jouissent d'un certain nombre d'avantages comparatifs pour la production de coton (ICAC, 2001) (Consultants, 1995). Le climat est relativement favorable, la main-d'œuvre est peu coûteuse et la qualité de la récolte à la main assure à la fibre africaine une assez bonne réputation sur le marché mondial (Mianze *et al.*, 1997). Par ailleurs, la diminution progressive des subventions aux producteurs américains, européens et chinois et les accords multifibres sur l'industrie textile devraient progressivement renforcer la position des pays africains. Enfin, l'introduction probable des Cotons génétiquement modifiés Bt résistant aux insectes devraient baisser les coûts de production par rapport aux cotons traditionnels permettant ainsi de rattraper les récents gains de productivité des producteurs américains. L'introduction des OGM nécessitera de la part du Cameroun la mise en place de lois sur la biosécurité et, plus important, la mise en place d'un contrôle d'éventuels impacts environnementaux, notamment sur les cotonniers pérennes utilisés dans les monts Mandara. En somme si le Grand Nord possède des avantages comparatifs certains pour la production cotonnière, l'avenir de la filière reste tributaire des changements institutionnels en cours.

Intégrer le Grand Nord dans l'économie régionale

L'avenir économique du Grand Nord dépend en grande partie de ses relations avec le reste du Cameroun et de ses relations avec ses voisins Tchad, Centrafrique et surtout avec le Nigeria. L'aménagement de la nouvelle route Yaoundé Ngaoundéré va faciliter les relations commerciales avec le reste du Cameroun. Jusque-là ses relations ont été handicapées par la distance et par l'obstacle que constitue le plateau de l'Adamaoua. Contrairement aux idées reçues, l'économie du Nord-Cameroun n'est pas forcément en plus mauvaise posture que celle du Sud. Si en 1983-1984, quelque 41 % de la population du Nord étaient considérés pauvres et 25 % très pauvres, les chiffres étaient comparables dans le Sud (ECB, 1983-1984). La consommation par habitant dans le Nord rural était de 99 000 CFA contre 114 000 pour le Sud rural ce qui reste comparable. De plus, la consommation dans le Nord urbain était nettement supérieure à la consommation dans le Sud urbain (Douala et Yaoundé exceptés) avec 218 000 F CFA contre 161 000 F CFA. Il est difficile d'estimer dans quel sens ces chiffres ont évolué depuis 20 ans alors que la situation générale du Cameroun s'est détériorée. La crise et la dévaluation ont certainement réduit les écarts entre ville et campagne (Aerts *et al.*, 2000) les revenus des urbains ayant très fortement décliné avec la dévaluation alors que ceux des ruraux n'ont décliné que modérément. Dans le grand Nord, le maintien puis la nette reprise du secteur cotonnier depuis la dévaluation et le développement de nouvelles filières laissent à penser que la situation ne s'est pas détériorée comme dans le Sud où les économies caféières et cacaoyères sont demeurées profondément en crise. La dévaluation de la monnaie a permis au Cameroun d'améliorer ses performances macroéconomiques, mais ce redressement reste fragile car l'essentiel des recettes du pays provient du bois et du pétrole dont les stocks sont en voie d'épuisement. L'économie camerounaise souffre de faiblesses structurelles qui ne laissent pas présager un développement rapide et durable provenant de sa partie Sud.

Les perspectives économiques du Grand Nord sont étroitement liées aux échanges transfrontaliers (Egg et Herrera, 1998 ; Aerts *et al.*, 2000). Le grand Nord est proportionnellement plus connecté avec le Nigeria que ne le sont les provinces du Sud. Quelque 15 % des produits consommés par les ménages du grand Nord proviennent du Nigeria (Herrera, 1995). Ce sont essentiellement des produits manufacturés car le Grand Nord est relativement autosuffisant pour les produits traditionnels. La continuelle faiblesse de la monnaie et le faible coût de l'énergie au Nigeria rendent l'industrie camerounaise peu compétitive même après la dévaluation du Franc CFA (Aerts *et al.*, 2000). Toutefois les usines d'égrenage, les huileries et la brasserie du Nord Cameroun sont des industries stables qui souffrent modérément de la concurrence nigériane. La dévaluation du CFA a eu un impact positif sur le secteur rural (Ayissi, 1995). Les prix des produits d'exportation ont augmenté sensiblement et le gouvernement a réduit l'effet de l'augmentation sur les intrants en réduisant les taxes.

Concernant l'élevage, les deux provinces les plus septentrionales sont le passage obligé des transports entre le Tchad et le Nigeria notamment des troupeaux tchadiens dont une bonne partie du commerce n'est pas déclaré (Mian Oudanang, 1999). La production de viande du Nord Cameroun provient en grande partie des plateaux de l'Adamaoua qui fournit l'Ouest du Cameroun mais aussi le Nigeria.

Les relations entre le Nigeria et le Cameroun vont probablement s'intensifier dans l'avenir. La croissance et la diversification de la demande urbaine du Nigeria vont offrir d'importantes opportunités de développement agricole pour le Nord-Cameroun qui possède encore d'importantes réserves de terres et d'eau dans les vallées de la Bénoué, du Logone et du Chari et d'importants pâturages dans l'Adamaoua.

Conclusion

Les quatre enjeux majeurs du développement agricole du Grand Nord sont l'accompagnement de la croissance démographique et des migrations, la sécurité alimentaire, la libéralisation de la filière cotonnière et l'intégration dans l'économie régionale. La croissance démographique est un atout qui permettra de densifier les échanges et d'obtenir des économies d'échelles en matière d'investissement. Si la sécurité alimentaire semble précaire, il est probable que la diversification en cours dans le Grand Nord répond à une stratégie d'intégration des populations rurales au marché. Les producteurs se tournent vers des cultures commerciales et comptent sur les apports d'autres régions plus céréalières (Tchad et Nigeria pour s'approvisionner en cas de difficulté). Concernant la prochaine privatisation de la société cotonnière, il est certain qu'elle aura un impact important sur la manière d'envisager le développement rural dans le Grand Nord. Le problème du financement des campagnes agricoles reste entier. Enfin, l'intégration du Grand Nord dans l'économie camerounaise et avec les pays frontaliers va s'intensifier.

Bibliographie

AERTS J.-J., COGNEAU D., HERRERA J., DE MONCHY G., ROUBAUD F., 2000 L'économie camerounaise. Un espoir évanoui. Paris. Khartala. 297 p.

ASFOM P., GAUDARD L., 1997. La filière cotonnière camerounaise et sa contribution à l'économie régionale. *In* Agricultures des Savanes du Nord-Cameroun. Vers un Développement Solidaire des Savanes d'Afrique Centrale, Seiny Boukar L. (éd.), Poulain, J.F (éd.) et Faure G. (éd.). Montpellier, CIRAD-CA.

AYISSI T., 1995. Analyse de l'impact de la dévaluation du franc CFA sur la production agricole et la sécurité alimentaire au Cameroun. Propositions d'action. Enquête rapide en milieu rural. Rome, FAO.

BANQUE DES ETATS D'AFRIQUE CENTRALE, 1998. Bulletin de la BEAC. Yaoundé, Cameroun 249 p.

BOLI B., ROOSE E., BEP À ZIEM B., KALLO S., WAECHTER F., ZAHONÉRO P., WAHOUNG A., 1997. Effets des pratiques culturales sur le ruissellement, l'érosion et la production de coton et de maïs sur sol ferrugineux sableux en zone soudanienne humide du Nord-Cameroun. Recherche de systèmes de culture intensifs et durables en parcelles d'érosion à Mbissiri (1991-1994). *In* Agricultures des savanes du Nord-Cameroun. Vers un développement solidaire des savanes d'Afrique Centrale. Seiny Boukar L. (éd.), Poulain J.F. (éd.), Faure G. (éd.). Montpellier, CIRAD-CA.

BOSERUP E., 1965. The conditions of agricultural growth. The economics of agrarian change under population pressure. New York, Allen and Uwin.

CONSULTANTS J. M., 1995. La compétitivité du coton dans le monde. Paris, Ministère de la coopération.

DIRECTION DES STATISTIQUES ET DE LA COMPTABILITE NATIONALE DU CAMEROUN, 1999. Indicators for children and woman in Cameroun. A statistical reference guide. Yaoundé, Ministère de l'Economie et des Finances.

EGG J., HERRERA D. (éds.), 1998. Echanges transfrontaliers et intégration régionale en Afrique Subsaharienne, Paris, Autrepart.

ESSANG T., MOUSTIER P., 1994. L'étude de la filière légumes au Cameroun. Réunion annuelle CIRAD-FLHOR : Productions horticoles, Montpellier, CIRAD.

FUSILLIER J.-L., 1995. Bilan et perspectives de diffusion de la maïsiculture en zone de savane d'Afrique de l'Ouest. Production et valorisation du maïs à l'échelon villageois en Afrique de l'Ouest. Montpellier, CIRAD-SAR; UNB-FSA.

GENDREAU F., MEILLASSOUX C., SCHLEMMER B., VERLET M., 1991. Les spectres de Malthus. Déséquilibres alimentaires, déséquilibres démographiques, Paris, EDI-ORSTOM-CEPED.

HALLAIRE A., 1992. Les montagnards du Nord du Cameroun et leur environnement. L'environnement en Afrique contemporaine, 161 : 144-155.

HERRERA D., 1995. Les échanges transfrontaliers Cameroun-Nigeria. Montpellier, ORSTOM, Rapport final de l'Observatoire OCISCA, 150 p.

ICAC, 2001. Survey of the cost of production of raw cotton. Washington DC, International Cotton Advisory Committee.

KOULANDI J., 1994. Brève histoire des migrations des Toupouris ou les vicissitudes d'une stratégie de départ. Analyse de la diversité des situations agricoles. Atelier d'échanges et de formation, Garoua, CIRAD.

KOUSSOU, M.O., 1999. Le commerce de viande entre les pays de la sous-région d'Afrique centrale : Exemples de courants d'échanges entre le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad et le Nigeria. Mémoire DESS: Productions animales en régions chaudes. Montpellier, EMVT.

MIANZE T., FOLLIN J.-C., KLASSOU C., EKORONG J., NIBOUCHE S., BACHELIER B., 1997. Evolutions techniques et économiques de la filière cotonnière. Compte rendu des discussions du groupe de travail III. *In* Agricultures des savanes du Nord-Cameroun. Vers un développement solidaire des savanes d'Afrique Centrale. Seiny Boukar L. (éd.), Poulain J.F (éd.), Faure G. (éd.). Montpellier, CIRAD-CA, p. 437-439.

- MINISTERE DE L'AGRICULTURE DU CAMEROUN, 1999. Agri-Stat n°4.
- MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES, 2000. Annuaire statistique du Cameroun 1999. Yaoundé.
- MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2000. Etudes socio-économiques régionales au Cameroun. Eradication de la pauvreté. Amélioration des données sociales. Province de l'Extrême-Nord. Yaoundé, Ministère des investissements publics et de l'aménagement du territoire.
- MOUSTIER P., ESSANG T., 1997. Le maraîchage : un diagnostic agro-économique. *In* Agricultures des savanes du Nord-Cameroun. Vers un développement solidaire des savanes d'Afrique Centrale. Seiny Boukar L. (éd.), Poulain, J.F (éd.) et Faure G. (éd.). Montpellier, CIRAD-CA
- OUSMAN H., SEIGNOBOS C., TEYSSIER A., WEBER J., 2002. Eléments d'une stratégie de développement rural pour le Grand Nord du Cameroun : I - Rapport principal. Yaoundé: Ministère de l'agriculture du Cameroun, 72 p.
- PIERI C., 1989. Fertilité des terres de savanes. Bilan de trente de recherche et de développement agricole au sud du Sahara. Paris, Ministère de la coopération.
- RAYMOND G., 1991. Gestion de la fertilité des sols et production cotonnière. Société Française d'Economie Rurale.
- ROOSE E., 1977. Erosion et ruissellement en Afrique de l'Ouest. Vingt années de mesures en petites parcelles expérimentales. Paris, ORSTOM.
- ROOSE E., 1994. Introduction à la gestion conservatoire de l'eau, de la biomasse et de la fertilité des sols. Bulletin pédologique de la FAO n° 70.
- RUTHENBERG, 1980. Farming systems in the tropics. Oxford, Oxford University Press.
- SEIGNOBOS C., 1990. Domestication de la cueillette dans les périmètres maraîchers de Maroua (Nord-Cameroun). Economie des filières en régions chaudes. Formation des prix et échanges agricoles. Séminaire d'économie et de sociologie, Montpellier.
- SEIGNOBOS C., IYEBI-MANDJEK O., 2000. Atlas de la province Extrême-Nord Cameroun. Paris, MINREST, Ministère de la recherche scientifique et technique.
- SERVICE PROVINCIAL DES PROJETS, 1999. Enquêtes et statistiques agricoles du nord. Ministère de l'agriculture. Yaoundé. Cameroun.
- TEYSSIER A., OUSMAN H., 1998. Le développement local face aux chefferies du Nord Cameroun. Symposium international de l'Association ouest et centrafricaine de recherche sur les systèmes de production et la gestion des ressources naturelles. Maroua, CIRAD-TERA.
- TIFFEN M., MORTIMORE M., GICHIKI F., 1994. More people, less erosion: environmental recovery in Kenya. Londres, Wylie and sons.
- VAN der POOL F., 1990. L'épuisement des terres, une source de revenu pour les paysans du Mali-Sud. Savanes d'Afrique terres fertiles, Montpellier, CIRAD.
- YANA S. D., WAUTELET J. M., KELODJOU S., 1993. Pression démographique et production alimentaire : l'exemple de trois régions du Cameroun. Les spectres de Malthus. Déséquilibres alimentaires, déséquilibres démographiques, Paris, EDI-ORSTOM-CEPED.

Barbier B., Weber J., Dury S., Hamadou O., Seignobos
Christian (2003)

Les enjeux du développement agricole dans le Grand Nord du
Cameroun

In : Jamin J.Y. (ed.), Seiny Boukar L. (ed.), Floret Christian
(ed.). Savanes africaines des espaces en mutation, des acteurs
face à de nouveaux défis : actes du colloque

Montpellier (FRA) ; N'Djaména (TCD) ; Dakar : CIRAD ; PRASAC
; CORAF, non paginé Colloque Savanes Africaines : Des
Espaces en Mutation , Des Acteurs Face à de Nouveaux Défis,
Garoua (CAM), 2002/05/27-31

ISBN 2-87614-580-4